

« L'Etat doit aider la presse »

Interview

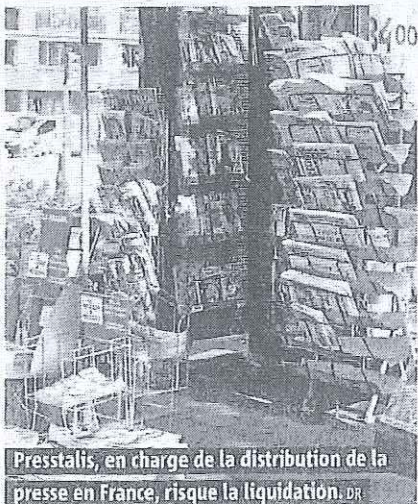
Presstalis, en charge de la distribution de la presse en France, est sous la menace d'une liquidation. Un dossier qui est remonté au sommet de l'Etat, avec une rencontre entre les syndicats et des conseillers de l'Elysée. Marc Norguez, secrétaire général du SGLCE-CGT a répondu à nos questions.

Vous avez été reçus à l'Elysée hier, quel est votre sentiment ?

On peut dire qu'on a été écoutés. Que le contact est pris avec les conseillers de la présidence de la République. L'examen du dossier de leur part va être attentif. C'est nouveau pour nous.

Concrètement, que demandez-vous ?

Nous demandons la suspension d'un plan signé en octobre qui consiste à sous-traiter l'activité de traitement de la presse. Avec pour conséquence de supprimer



Presstalis, en charge de la distribution de la presse en France, risque la liquidation. DR

1 250 postes, soit plus de la moitié des effectifs. Ensuite, nous demandons l'organisation d'une table ronde avec tous les acteurs.

Quelles sont vos solutions pour sauver Presstalis ?

Certains éditeurs, de magazines principalement, ne paient pas assez cher. Soit ils participent à la recapitalisation de Presstalis, soit

il faut relever le taux de 2,1 % à 5 % ou 10 % pour ceux qui ne veulent pas jouer le jeu. Il faut rappeler que c'est grâce à la distribution de la presse quotidienne qu'ils ont pu se développer.

Avec un impact sur le prix des magazines ?

Non, cela aura une incidence sur les bénéfices des groupes en question.

Qu'attendez-vous de l'Etat ?

Une réorganisation des aides à la presse. Dans un premier temps, il faut affecter 15 millions d'euros, sur 1,2 milliard, à Presstalis pour qu'il ne soit pas en dépôt de bilan.

De votre côté, quels efforts êtes-vous prêts à consentir ?

Nous savons qu'il s'agit d'une organisation ancienne. Nous ne sommes pas opposés au regroupement des dépôts et à l'optimisation du temps de travail.

● PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE JOLY